

<https://www.infomigrants.net/fr/post/17534/poursuivie-en-italie-la-capitaine-du-sea-watch-3-risque-20-ans-de-prison>

Actualités



Le Sea-Watch, fin décembre 2018. Crédits : Sea-Watch/Reuters

Poursuivie en Italie, la capitaine du Sea Watch 3 risque 20 ans de prison

Par [La Rédaction d'InfoMigrants](#) Dernière modification : 14/06/2019

L'allemande Pia Klemp, ancienne capitaine des navires humanitaires Sea Watch et Iuventa, risque vingt ans de prison. La justice italienne l'accuse de "complicité à l'immigration illégale" pour avoir secouru des migrants au large des côtes libyennes.

Elle a sauvé plus d'un millier de vies en Méditerranée mais risque aujourd'hui 20 ans de prison et 15 000 d'euros d'amende par migrant secouru. L'activiste allemande Pia Klemp, ancienne capitaine des navires humanitaires Sea Watch 3 et Iuventa, est accusée par la justice italienne de "suspicion d'aide et de complicité à l'immigration illégale" pour avoir porté secours, à bord de ces embarcations affrétées par des ONG, aux migrants en difficulté au large de la Libye. Dix membres de l'équipage du Iuventa encourent la même peine. Leur aventure a pris fin en août 2017, lorsque la justice italienne a saisi le bateau.

L'instruction est désormais en cours, et le procès pourrait se tenir d'ici l'automne. Mais Pia Klemp ne peut plus naviguer au large des côtes italiennes sous peine d'être arrêtée.

Poursuivre "quiconque facilite le débarquement à terre de migrants"

L'affaire est symptomatique de l'intransigeance de l'Italie et de son vice-premier ministre d'extrême droite Matteo Salvini. Le chef de file de la Ligue mène en effet [une guerre contre les ONG](#) qui viennent au secours des migrants en mer. Jeudi 13 juin, il a ainsi publié un décret ordonnant aux forces de l'ordre de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher l'entrée ou le transit du Sea-Watch 3 dans les eaux territoriales italiennes.

Matteo Salvini entend en effet poursuivre "quiconque facilite le débarquement à terre de migrants amenés par des organisations hors-la-loi".

Toutefois, les ennuis de Pia Klemp ont démarré avant l'arrivée au pouvoir de Salvini. Cette biologiste, qui a démarré sa carrière au sein de l'organisation Sea Shepherd, une ONG de défense des océans, faisait l'objet d'une enquête judiciaire depuis 2016, alors qu'elle était aux commandes du Iuventa. À l'époque, le gouvernement, dirigé par le démocrate Paolo Gentiloni, souhaitait déjà réduire l'arrivée de migrants dans les ports italiens. Depuis, avec Matteo Salvini la politique migratoire italienne s'est encore durcie.

"Procès spectacle"

Pia Klemp rejette de son côté les accusations de collusion avec les passeurs libyens et explique avoir respecté le droit maritime qui impose de porter secours à toute personne en détresse. La jeune femme de 35 ans dénonce un "procès spectacle" et "politique".

L'affaire a provoqué une importante mobilisation internationale, et la jeune activiste, proche de la gauche radicale allemande, pourrait bien devenir un nouveau symbole de la judiciarisation du sauvetage des migrants. Une pétition internationale en soutien à la jeune allemande avait d'ores et déjà récolté plus de 112 000 signatures vendredi à 15 heures. Les signataires dénoncent notamment la criminalisation des ONG en Méditerranée.

Avant elle, plusieurs humanitaires ont eu à répondre devant la justice de délit de solidarité, à l'image [de Cédric Herrou](#) en France.